

Le nucléaire n'est pas la réponse au réchauffement climatique et son coût est prohibitif

La Libre. Contribution extérieure, avril 2019

L'éco-réalisme prône la prolongation et l'érection de centrales atomiques. Or, aucun nouveau réacteur ne serait prêt ni en 2025 ni en 2030. L'énergie atomique n'est pas durable et ses déchets non recyclables. Son coût va devenir prohibitif. Elle n'est pas nécessaire pour combattre les gaz à effet de serre mais peut armer ceux qui veulent la terreur.

S'en émanciper serait responsable.

Par Jean-Marc Rombeaux, économiste

Le Congo livra l'uranium des premières bombes atomiques. Un deal fut conclu entre la Belgique et les Etats-Unis: l'explosif contre la technologie. Fin 1966, le Gouvernement Vanden Boeynants décida d'installer des centrales nucléaires en Belgique, sans débat parlementaire. Aujourd'hui, trois réacteurs datent de 1975. Leur fermeture après 40 années fut scellée en 2003 mais reportée à 2025.

Le mur de Berlin s'écroula il y a 30 ans. Fukuyama annonça la fin de l'histoire. Sa thèse était de dire qu'indissociables, démocratie libérale et capitalisme formeraient un horizon indépassable. Aujourd'hui, Orban, Erdogan, Poutine et Bolsonaro sont parmi les "maux dominants". Il y a un miasme de "démocrature". Adoués par des élections, ils sont autoritaires. Ils brident, briment voire répriment citoyens, média, justice et opposition. Leur brutalité fait le lit de répliques violentes. Et si le Califat est en déroute, ses miliciens, eux, vont s'éparpiller. Le sacre démocratique n'a pas eu lieu. A l'inverse, le capitalisme régnant fut sans cesse dérégulé les dernières décennies.

2030 sera un cap vital. Lucides et contradictoires, les brosseurs du jeudi réussissent là où le GIEC échoue: maintenir le climat en haut de l'agenda. Des slogans au flow climat-amical sont improvisés : écologie bleue, éco-réalisme, climato-pragmatisme...

L'écologie bleue postule la solution des questions climatiques par les effets conjugués des marchés et de la technologie. Si elle fonctionnait, l'émission des gaz à effet de serre serait sous contrôle au moins en Union européenne. Avisé, le monde des affaires aurait déjà donné les clés. L'absence de maîtrise de ces gaz est un échec du marché. Il faut autre chose.

En 1985, le Danemark arrêta le nucléaire et ça marche!

L'éco-réalisme, lui, affirme le nucléaire comme réponse écologique au réchauffement. Il prône la prolongation et l'érection de centrales atomiques.

L'Allemagne est vantée comme modèle économique en termes de salaire, de productivité, de budget... Elle a voulu la fin du nucléaire, le compense par du renouvelable et programme la sortie du charbon. Les Allemands sont-ils irréalistes ? En 1985, le Danemark choisit l'arrêt du nucléaire. 60 % de son électricité vient du renouvelable. Ce pays est-il moribond ?

Le philosophe allemand Hans Jonas a porté haut le principe de responsabilité. *"Agis de telle sorte que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre"*. Le nucléaire (1) est-il responsable ?

Coûts et risques des déchets

La sécurité d'approvisionnement est invoquée en sa faveur. Or, l'importation d'uranium nous rend dépendant de l'étranger. L'Agence internationale pour l'Energie estime ses réserves à un siècle maximum. Le nucléaire n'a rien de durable.

Ses déchets sont non recyclables. Ils seraient enterrés dans

une sorte de cercueil blindé - comme la poussière sous le tapis- toxiques pour des millénaires. Le coût de l'enfouissement à Boom fut chiffré à 3,5 milliards d'euros. L'Ondraf (Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies) l'estime dorénavant à 8 milliards. Est-ce suffisant ? La Suisse produit moins d'électricité que la Belgique et 30 % avec du nucléaire. Le coût des déchets y est budgété à l'équivalent de 17,6 milliards d'euros. Et le démantèlement ? À Chooz, pour un réacteur, la facture oscillera entre 350 à 500 millions.

Nouvelles centrales, mais à quel prix?

Selon Mme Kocher, patronne d'Engie, *"le nucléaire est une bonne chose pour la Belgique. Il n'est pas question de nous en désengager"*. D'après elle, notre pays a valeur d'exemple. Vraiment ? Des fissures sont constatées dans les centrales belges. Leur arrêt prolongé et répété a provoqué un risque de black-out. Ceci n'est pas un modèle. Petit détail: le sort du nucléaire se décide au Parlement, non dans un salon parisien.

Un réacteur est construit depuis 2006 à... Flamanville. Ce fleuron d'Orano (2) est devenu un boulet. Son coût a explosé de 3 à 11 milliards d'euros, les délais de 6 à 13 ans. Dalle fissurée, piliers grêlés, défauts de soudure, pièces et cuve non conformes causent le fiasco. En Finlande, une centrale du même Orano fut entamée en 2005. Les dépenses et temps requis ont triplé. La future installation nucléaire en Géorgie (USA) engloutira l'équivalent de 24,9 milliards d'euros contre 12,7 à l'initial. Au Royaume-Uni, 6 unités étaient planifiées. Celle d'Hinkley existera avec un prix garanti à 124 euros par MW (mégawatt). Trois sont abandonnées par Hitachi et Toshiba. Le tarif de 87 euros impliquait un déficit pour ces sociétés. En Belgique, en 2018, 55 euros suffisaient encore à un MW.

L'électricité belge dépend pour moitié du nucléaire et partant de la France, dont l'Etat est le principal actionnaire d'Engie. En diversifiant ses sources, notre pays retrouverait des marges de choix et négociation de prix. Si de nouvelles centrales atomiques adviennent, une subvention massive ou des tarifs ruineux seront nécessaires à leur rentabilité. De l'argent des contribuables ou des consommateurs belges la financera et filera à Paris.

La question du CO2

Le nucléaire produit peu de CO2 ? Souvent à l'arrêt, les vieux réacteurs sont suppléés par des centrales à énergie fossile qui en rejettent quantité. La construction de nouveaux réacteurs accuse d'énormes retards qui gonflent les émissions de ce gaz durant l'implantation. Au plus l'uranium sera rare, au plus son extraction en rejettera.

Seules 13,4 % de nos émissions de CO2 sont dues à l'électricité en 2017. L'atome n'impacte pas les neuf dixièmes restant, soit l'essentiel du problème. Le projet Drawdown (3) livre une esquisse de 80 propositions pour inverser le réchauffement planétaire. Le nucléaire n'y figure qu'au 20ème rang, pour 1,5 % des réductions de gaz.

Le danger terroriste

Le nucléaire civil est l'antichambre de la bombe atomique. Dans un monde où sévissent démocrature et terrorisme, est-il responsable d'en accroître l'usage et partant, les occasions d'accès ? Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme, a alerté sur le risque de la prise de contrôle d'une centrale par des terroristes. Une loi renforcerait les pouvoirs de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN); mais avec quelle efficacité ? Et à quel coût ? Et si un kamikaze avait un lance-roquette atomique (4)?

Prométhée vola le feu de l'Olympe. Les dieux le punirent en

l'attachant à un mont, le foie dévoré par un rapace. Un jour, la Belgique capta le feu nucléaire. Elle est aujourd'hui enchaînée à des centrales dépassées et dépecée de la rente nucléaire, le surprofit des unités amorties. Aujourd'hui, elle tergiverse dans ses choix énergétiques.

Un nouveau réacteur exige plus de 10 ans de construction. Aucun ne serait prêt ni en 2025 ni en 2030. L'énergie atomique n'est pas durable et ses déchets non recyclables. Son coût va devenir prohibitif. Elle n'est point nécessaire pour combattre les gaz à effet de serre mais peut armer ceux qui veulent utiliser la terre. S'émanciper de l'énergie atomique serait responsable.

=> (1) *Sa fission, non l'hypothétique fusion.*

=> (2) *Ex-Areva.*

=> (3) *Projet de recherche action lancé par l'entrepreneur et activiste écologique Paul Hawken*

=> (4) *Il en exista aux Etats-Unis.*

=> *Titre et sous-titre sont de la rédaction. Titre initial : "S'émanciper du nucléaire serait responsable"*